REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 17 Juillet 2024

**JUGEMENT
COMMERCIAL
N°152**

Du 17/07/2024

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

**La société ICS
TRANSMINE S.A**

Contre

**La société BANQUE
ATLANTIQUE
NIGER SA**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 17 Juillet Deux mille vingt-quatre, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **ALMOU GONDAH Abdourahamane, Président**, en présence de **Monsieurs ANTOINE GERARD Delanne et IBBA A. Ibrahim**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives ; avec l'assistance de Maître **ABDOU DJIKA Nafissatou, Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

1. **MEDIATECH NIGER SARL**, société d'expertise et conseils en TCI, de solutions monétique et génie logiciel, ayant son siège social en côte d'ivoire, représentée par son gérant Monsieur **BAKARY KAMARA**,
2. **MEDIASOFT LAFAYETTE MALI SARL**, société d'expertise et conseils, dont le siège est à **DJIKORONI, lots/2, Bamako**, représentée par son gérant Monsieur **FOFANA BANDIE**,
3. **GROUPE MEDIASOFT SA**, dont le siège est à **DJIKORONI, lots/1, Bamako**, représenté par son Directeur général, Monsieur **FOFANA BANDIE**,
4. **DE TOUS LES ASSOCIÉS MEDIATECH NIGER SARL**
Tous assistée de la **SCPA MANDELA**, 468, Avenue des Zarmakoy, BP 12 040, Tél. 20 75 50 91/20 75 55 83, au siège de laquelle domicile est élu ;

**DEMANDEUR
D'UNE PART**

ET

La société GMM KOIRA MA HANSE, RCCM NI NIA/2017/B/109, représentée par son directeur General, Monsieur **Hamidou Abdoulaye**, à son siège;

DEFENDEUR

D'AUTRE PART

FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES :

Par exploit d'huissier en date du 29 Mars 2024, MEDiatech NIGER SARL et autres font opposition devant le Tribunal de commerce de céans, à l'ordonnance N° 33 en date du 14 mars 2024 rendue au pied d'une requête par le président du tribunal dudit Tribunal à l'effet de :

Y venir La société GMM KOIRA MA HANSE, le greffier en chef, l'huissier;

1) Se de déclarer incompétent territorialement vu le siège de la société et renvoyer les parties devant les juridictions Ivoiriennes ;

Au subsidiaire :

1. Constaté qu'il ne dispose d'aucune créance sur MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT et LES ASSOCIÉS MEDiatech NIGER SARL ;

- Rétracter l'ordonnance en ce qui concerne ces trois structures

2. en ce qui concerne MEDiatech NIGER Sarl,

- Constaté que les frais de l'huissier incorporé dans l'acte ne sont pas des éléments de la créance au sens de l'article 4 de l'acte uniforme sur les voies d'exécution ;

- Rétracter en conséquence l'ordonnance de ce chef ;

- S'entendre condamner aux dépens ;

In limine litis, la société MEDiatech soulève l'exception d'incompétence territoriale en soutenant que son siège social est en Côte d'Ivoire comme cela résulte d'ailleurs de l'exploit de signification de l'ordonnance d'injonction de payer ;

Qu'or aux termes de l'article 3 **du nouvel** l'acte uniforme sur les voies d'exécution : « *la demande est formée par requête auprès de la juridiction compétente du domicile du débiteur ;*

L'incompétence territoriale ne peut être soulevée que par la juridiction saisie ou par le débiteur lors de l'instance introduite par son opposition » ;

Quand à MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, son siège social se trouve au Mali ;

Que les débiteurs ayant leurs sièges en Côte d'Ivoire et au Mali, la requête doit être introduite devant les juridictions commerciales de ces deux pays;

Que les règles de compétence sont d'ordre public, le président du tribunal de commerce de Niamey, est territorialement incompétent pour signer l'ordonnance d'injonction de payer ;

Qu'en conséquence, l'opposante demande au Tribunal de rétracter cette ordonnance doit pour incompétence territoriale;

Qu'en outre, subsidiairement, **MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT** et **LES ASSOCIÉS MEDiatech NIGER SARL** sollicitent la rétractation de l'ordonnance les concernant pour défaut de créance contre elles ;

Que les opposants soutiennent que l'ordonnance d'injonction de payer a été faite contre plus de 4 structures :

- **MEDIATECH NIGER**
- **MEDIASOFT LAFAYETTE MALI,**
- **GROUPE MEDIASOFT**
- **LES ASSOCIÉS MEDiatech NIGER SARL**

Qu'or, la prétendue créancière ne prouve l'existence d'aucune relation contractuelle d'une part entre elle **MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT** et les **ASSOCIÉS MEDiatech NIGER SARL** et d'autre part elle ne verse aucune pièce et aucun document qui prouve l'existence d'une créance entre la demanderesse et les 3 autres structures ;

Qu'en effet, il ressort des pièces versées au dossier de la procédure que la relation contractuelle est plutôt entre **GMM ET MEDiatech**, qui est différente de **MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT ET DES ASSOCIES**;

Que les dettes de **MEDIATECH NIGER** ne saurait être supporté par **MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT ET DES ASSOCIES** ;

Qu'enfin, s'agissant des associés, leurs patrimoines doivent être distingués du patrimoine de la société ;

Que si la société à une dette avec **GMN**, elle ne saurait être imputé aux associés ;

Que c'est pourquoi, **MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT** et **LES ASSOCIÉS MEDiatech NIGER SARL** sollicitent la rétractation de l'ordonnance N°33 en ce qui les concerne ;

Très subsidiairement, **MEDIATECH NIGER** demande la rétractation de l'ordonnance *Pour violation de l'article 17 du décret N°2018-266-bis/PRN/MJ du 20 avril 2018 fixant les tarifs des actes d'huissiers de justice et commissaires-priseurs du fait que les frais d'huissiers figurant sur l'ordonnance ne constituent pas des éléments de la créance comme exigé à l'article 4 de l'acte uniforme sur les voies d'exécution et*

qu'à défaut de titre exécutoire comme c'est le cas en l'espèce, les frais de recouvrement de l'huissier sont à la charge du créancier ;

Dans sa défense, GMM Koira MA Hanse demande au tribunal de rejeter l'exception d'incompétence soulevée par les opposants au motif que le contrat de prestation a été conclu à travers les succursales de la société qui sont présentes au Niger ;

Qu'en outre, elle soutient que le contrat a été conclu avec Mediasoft Lafayette et toutes les factures ont été établies et présentées à cette dernière qui les a reconnu ;

Qu'elle ajoute qu'il est de jurisprudence constante qu'une société mère peut valablement répondre des dettes de ses succursales ;

Qu'en plus, GMM KOIRA MA HANSE souligne que les frais d'huissier font partie des éléments de la créance conformément à l'article 4 du nouvel acte uniforme ;

Qu'enfin, elle demande au Tribunal de confirmer l'ordonnance querellée ;

Motifs de la décision

En la forme

1) Sur le caractère du jugement

Attendu que selon l'article 372 du code de procédure civile : « *Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres à la juridiction devant laquelle la demande est portée.* » ;

Attendu que MEDIATECH NIGER SARL et autres ont été représentés à l'audience par leur conseil la SCPA MANDELA ; Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leurs égards ;

Attendu que la société GMM KOIRA MA HANSE a comparu et a conclu, Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à son égard ;

Sur la recevabilité de l'action

Attendu l'opposition a été introduite dans les formes et délais légaux, qu'il y a lieu de la déclarer recevable ;

Sur l'exception d'incompétence du tribunal de céans

Attendu que la société MEDIATECH soulève l'exception d'incompétence territoriale en soutenant que son siège social est en Côte d'Ivoire comme cela résulte d'ailleurs de l'exploit de signification de l'ordonnance d'injonction de payer ;

Mais attendu qu'il résulte de l'article 23 de la loi n° 2019-01 du 30 avril 2019 fixant l'organisation, la compétence et la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées en République du Niger modifiée et complétée par la loi n° 2019-78 du 31 décembre 2019 que : « les actions sont portées :

- En matière de sociétés commerciales, devant le tribunal de commerce du lieu du siège social de la société ou de sa succursale... » ;

Que l'article 44 du code de procédure civile quant à lui dispose que : « le demandeur peut saisir à son choix outre le domicile du défendeur :

- en matière contractuelle, le tribunal du lieu où le contrat s'est formé ou celui du lieu où l'obligation doit être ou a été exécutée... » ;

Attendu qu'en l'espèce le contrat a non seulement été conclu avec la succursale (Mediasoft Lafayette Advanced Technologie au Niger an abrégé MEDiatech Niger) de la société Groupe MEDIASOFT S.A, présente au Niger mais aussi, le contrat s'est formé à Niamey/Niger et dont l'obligation a été exécutée au Niger;

Qu'il y a dès lors lieu de se déclarer compétent ;

Au fond

SUR LA DEMANDE DE RETRACTATION DE L'ORDONNANCE POUR DEFAUT DE CREANCE CONTRE MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT et LES ASSOCIÉS MEDiatech NIGER SARL

Attendu que MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, GROUPE MEDIASOFT et LES ASSOCIÉS MEDiatech NIGER SARL sollicitent la rétractation de l'ordonnance les concernant pour défaut de créance contre elles ;

Que les opposants soutiennent que l'ordonnance d'injonction de payer a été faite contre elles alors même que la société GMM KOIRA MA HANSE ne dispose d'aucune créance sur elles ;

Que non seulement, elle ne prouve l'existence d'aucune relation contractuelle avec elles, mais aussi, elle ne verse aucune pièce et aucun document qui prouve l'existence d'une créance entre la demanderesse et elles ;

Qu'il résulte de l'article 13 du code de procédure civile que : « Est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir » ;

Attendu qu'en effet, il ressort des pièces versées au dossier de la procédure que la relation contractuelle est plutôt entre GMM ET MEDiatech, qui est différente de

MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, du GROUPE MEDIASOFT et des ASSOCIES NIGER SARL ;

Quoique les dettes de MEDiatech NIGER peuvent être supportées par la société mère en l'occurrence le GROUPE MEDIASOFT, il est impossible que la succursale du Mali (MEDIASOFT LAFAYETTE MALI) et les ASSOCIES MEDiatech Niger SARL répondent des dettes de celle-ci car elles ont un patrimoine distinct et celle du Mali étant une succursale aussi, elle ne saurait répondre de la dette d'une autre succursale ;

Qu'il y a lieu de rétracter l'ordonnance de ce chef ;

Sur la demande de rétractation de l'ordonnance concernant MEDiatech

Attendu que **MEDiatech NIGER et autres** demandent la rétractation de l'ordonnance *Pour violation de l'article 17 du décret N°2018-266-bis/PRN/MJ du 20 avril 2018 fixant les tarifs des actes d'huissiers de justice et commissaires-priseurs du fait que les frais d'huissiers figurant sur l'ordonnance ne constituent pas des éléments de la créance comme exigé à l'article 4 de l'acte uniforme sur les voies d'exécution et qu'à défaut de titre exécutoire comme c'est le cas en l'espèce, les frais de recouvrement de l'huissier sont à la charge du créancier ;*

Attendu que l'article 4 al 1 de l'Acte Uniforme du 10 avril 1998 portant procédures simplifiées de recouvrement et les voies d'exécution disposent que :

« La requête doit être déposée par le demandeur, ou par son mandataire autorisé par la loi de chaque Etat partie à le représenter en justice, au Greffe de la Juridiction Compétente.

Elle contient à peine d'irrecevabilité :

1) Les noms, prénoms, professions et domiciles des parties ou, pour les personnes morales, leurs formes, dénomination et siège social ;

2) L'indication précise du montant de la somme réclamée avec le décompte des différents éléments de la créance ainsi que le fondement de celle-ci...» ;

Que l'article 18 du même texte dispose :

« Lorsque le recouvrement est poursuivi en vertu d'un titre exécutoire, il est alloué à l'Huissier de Justice un droit proportionnel à la charge du débiteur, dont le taux est fixé comme suit : »

- De 1 à 5.000.000.FCFA : 10%
- -de 5.000.001.FCFA à 10.000.000 FCFA: 8%
- Au dessus de 10.000.000FCFA : 6%..... »

Qu'en l'espèce, la société GMM KOIRA MA HANSE a engagé une procédure judiciaire pour l'obtention d'un titre exécutoire ;

Que l'ordonnance N° 33 en date du 14 mars 2024 rendue par le Président du Tribunal de Céans en vertu de laquelle le recouvrement est poursuivie est frappée d'opposition conformément aux dispositions de l'article 10 de l'Acte Uniforme du 10 Avril portant procédure simplifiée de recouvrement et les voies d'exécution ;

Que la société GMM KOIRA MA HANSE, est mal fondée à réclamer les frais de recouvrement et la T.VA puisque la phase de recouvrement de la créance prétendue n'est pas encore engagée;

Qu'il y a violation manifeste des dispositions de l'article 4 alinéas 2 susvisés de l'acte uniforme et 18 du décret N°2018-266/PRN/MJ du 20 avril 2018, fixant les tarifs des actes d'Huissier de justice et Commissaires –Priseurs en République du Niger ;

Qu'il échet de rétracter ladite ordonnance de cet chef pour violation de dispositions précitées ;

Sur les dépens

Aux termes de l'article 391 du Code de Procédure Civile :
« toute partie qui succombe est condamnée aux dépens sauf aux juges à laisser la totalité ou une des dépens à la charge d'une partie par décision motivée spéciale... » ;

Attendu que la société GMM KOIRA MA HANSE a succombé à l'instance, il y a lieu de la condamner aux dépens ;

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en premier ressort :

- **Se déclare compétent territorialement ;**
- **Constata que la société GMM KOIRA MA HANSE ne dispose d'aucune créance sur MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, et sur LES ASSOCIÉS MEDIATECH NIGER SARL ;**
- **Rétracte l'ordonnance en ce qui concerne MEDIASOFT LAFAYETTE MALI, et les ASSOCIÉS MEDIATECH NIGER SARL ;**
- **Constata que les frais de l'huissier incorporé dans l'acte ne sont pas des éléments de la créance au sens de l'article 4 de l'acte uniforme sur les voies d'exécution ;**

- **Rétracte en conséquence l'ordonnance de ce chef ;**
- **Condamne la société GMM KOIRA MA HANSE aux dépens.**

Notifie aux parties qu'elles disposent de trente (30) jours à compter du prononcé de la présente décision pour interjeter appel par déclaration écrite ou orale au greffe du Tribunal de céans ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

▪
LE PRESIDENT

I
LE GREFFIER